

VERITE D ETAT

Face à un peuple qui n'écoute plus leurs JT et leurs médias subventionnés, les élites sénatoriales viennent de publier un rapport sur la « régulation du numérique » qui pose les bases d'un totalitarisme étatique décomplexé. Regardez comment le système organise sa survie en planifiant le contrôle absolu de vos écrans.

Une véritable police politique de l'information : le cauchemar d'Orwell devient réalité

Ce ne sont plus des recommandations techniques, c'est l'acte de naissance du Ministère de la Vérité. Le Sénat propose pas moins de 56 mesures pour administrer la visibilité sur Internet. Au programme : définition officielle de la « désinformation » par des technocrates, invisibilisation ciblée d'utilisateurs juste avant les élections, et manipulation directe des algorithmes de YouTube, TikTok ou Instagram. Ce projet de loi ne vise pas à punir des délits, il cherche à instaurer une police politique pour trier ce que vous avez le droit de voir, d'entendre et de penser. George Orwell n'avait rien inventé, le Sénat est en train de l'appliquer.

Pourquoi une telle dérive autoritaire aujourd'hui ? La réponse est simple : leur narratif leur échappe totalement. Les élites ont perdu le contrôle du récit national. La réalité est devenue trop flagrante pour être dissimulée par les

pirouettes des plateaux TV. Comme plus personne ne croit à leurs fables et que le public déserte massivement les médias traditionnels, la caste au pouvoir panique. Faute de pouvoir changer la réalité, ils décident de censurer ceux qui la filment et qui la dénoncent.

"

src="<https://static.xx.fbcdn.net/images/emoji.php/v9/t82/1/16/1f4c9.png>" style="width: 16px; height: 16px; border: 0px;">

Vers un totalitarisme d'État : imposer les médias officiels par la force algorithmique

Ce dispositif franchit un pas de plus vers la dictature technocratique. Ne pouvant plus séduire, l'État va contraindre. Les plateformes seront obligées de modifier leurs algorithmes pour mettre en avant des médias d'« intérêt général » désignés par le pouvoir, et même de subventionner des « influenceurs d'État » validés par le système. Pire encore, les budgets publicitaires et les amendes de l'Arcom serviront à financer cette presse officielle aux ordres. C'est le cœur même du totalitarisme : étrangler financièrement les voix dissidentes, couper le sifflet aux citoyens indépendants, et gaver l'opinion publique d'une propagande d'État que personne ne veut plus consommer librement.

Pensez-vous que ce rapport du Sénat marque l'entrée officielle de la France dans un régime de censure d'État ?

Les élites peuvent-elles réussir à masquer la réalité en modifiant les algorithmes d'Internet ? "

src="<https://static.xx.fbcdn.net/images/emoji.php/v9/t6e/1/16/1f4ac.png>" style="width: 16px; height: 16px; border: 0px;">

NB Ce post analyse un rapport parlementaire officiel relatif à la régulation du débat public.

Le Ministère de la Vérité vous parle :

Lors de la conférence de presse, Agnès Evren (LR) a justifié la future loi par un chiffre : les contenus « complotistes » cumuleraient 15 milliards de vues.

Qui qualifie un contenu de « complotiste » ???

Selon quels critères, fixés par qui ???

Un chiffre d'audience ne dit rien de la légalité d'un propos et en démocratie, une opinion fausse ou farfelue reste une opinion protégée par la liberté d'expression tant qu'elle n'enfreint pas la loi !!!

Les sénateurs proposent une loi contre les « ingérences intérieures » :

personnalités ou partis politiques « ennemis de l'intérieur » qui devront être désactivés, bannis, interdits !

Une pure loi fasciste. Avec le concours de l'UE